À fano tià

Papeete, le 17 novembre 2026

Objet Questionnaire de À fano ti'a aux candidats à l'élection présidentielle de 2027

Madame, Monsieur,

Dans la perspective de l'élection présidentielle de 2027, À fano ti'a souhaite permettre aux électeurs de Polynésie française de connaître précisément les positions et les engagements des candidats sur les sujets qui concernent directement notre Pays.

Nous vous adressons donc le questionnaire annexé à ce courrier. Il est transmis dans les mêmes termes à l'ensemble des candidats. Notre démarche ne vise ni à attribuer une note ni à établir un classement, mais à donner à chacun la possibilité de présenter clairement sa vision de la relation entre la France et la Polynésie française.

Pour chaque question, nous vous invitons, lorsque cela est pertinent, à préciser votre position, la mesure envisagée, son calendrier, le moyen juridique nécessaire et son financement. Vos réponses seront reproduites fidèlement et rendues publiques selon des modalités identiques pour tous les candidats. L'absence de réponse à l'expiration du délai sera également mentionnée.

Nous vous remercions de bien vouloir nous transmettre votre réponse au plus tard le [date limite], par courrier électronique à [adresse électronique]. Afin de faciliter une publication comparable, nous vous proposons un format n'excédant pas [nombre] pages, hors annexes éventuelles.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Moetai Brotherson
Président de À fano ti'a

Questionnaire élection présidentielle 2027

Merci de répondre à chacune des 42 questions. Lorsque vous annoncez une mesure, veuillez en préciser le calendrier, le support juridique et, s'il y a lieu, les moyens financiers.



THÈME 1 : Relation entre l'État et la Polynésie française

1. Place de la Polynésie française

› Quelle place souhaitez-vous donner à la Polynésie française dans la République au cours de votre quinquennat, et quels principes guideront votre relation avec ses institutions élues?

2. Évolution du statut d'autonomie

› Êtes-vous favorable à une évolution du statut d'autonomie de 2004 ? Si oui, quelles compétences ou garanties souhaitez-vous transférer, renforcer ou clarifier?

3. Dialogue tripartite sur l'avenir institutionnel

› Êtes-vous prêt ou prête à engager, dès la première année de votre mandat, un dialogue sans préalable entre l'État français, les institutions élues de la Polynésie française et les Nations unies, afin d'examiner les différentes options relatives à l'avenir institutionnel du Pays, notamment le maintien du statut actuel, son approfondissement, la libre association ou la pleine souveraineté? Selon quel calendrier et quelles modalités?

4. Position de la France aux Nations unies

› Quelle position la France défendrait-elle sous votre présidence devant les Nations unies concernant l'inscription de la Polynésie française sur la liste des territoires non autonomes et les obligations qui en découlent?

5. Garanties d'un processus d'autodétermination

› Si un processus d'autodétermination devait être organisé, quelles garanties démocratiques devraient, selon vous, encadrer le corps électoral, la question posée, l'information des électeurs, le calendrier, le contrôle du scrutin et une éventuelle observation internationale? Vous engagez-vous à respecter le choix démocratiquement exprimé?

6. Perspectives de libre association

› Dans l'hypothèse où les Polynésiens choisiraient la pleine souveraineté, seriez-vous disposé ou disposée à négocier, à leur demande, un accord de libre association ou de partenariat privilégié avec la France, notamment dans les domaines de la circulation des personnes, de la nationalité, de la défense, de l'éducation et de la coopération économique?

7. Accompagnement d'une éventuelle transition vers la souveraineté

› Si la population de Polynésie française choisissait la pleine souveraineté, seriez-vous favorable à la négociation d'un accord pluriannuel de transition économique, financière et administrative visant à assurer la continuité des services publics et des droits sociaux? Quels principes et garanties ce mécanisme devrait-il respecter?

8. Compétence sur les matières stratégiques

› Êtes-vous favorable à une modification du statut d'autonomie supprimant l'exception relative aux matières stratégiques, afin de les inclure dans le périmètre des compétences de la Polynésie française? Selon quel calendrier?

9. Reconnaissance constitutionnelle de l'identité du peuple mā'ohi

› Êtes-vous favorable à une évolution constitutionnelle reconnaissant explicitement l'identité du peuple mā'ohi, son patrimoine culturel et linguistique et son droit à décider démocratiquement de son avenir politique, dans le respect des principes du droit international?

10. Langues polynésiennes

› Quelles évolutions constitutionnelles, législatives ou conventionnelles soutiendriez-vous afin de renforcer la transmission, l'enseignement et l'usage des langues polynésiennes dans la vie publique, dans le respect des compétences du Pays et des garanties constitutionnelles?

11. Éducation – Respect des compétences statutaires de la Polynésie française

La loi organique du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française reconnaît au Pays une compétence étendue en matière d'éducation, notamment dans l'organisation et le fonctionnement de l'enseignement scolaire.

Pourtant, contrairement aux inspecteurs du premier degré, les inspecteurs pédagogiques du second degré demeurent placés sous l'autorité du vice-recteur, représentant de l'État, alors même que leurs missions participent directement au pilotage du système éducatif polynésien.

Dès 2014, la Chambre territoriale des comptes (CTC) préconisait une direction unifiée de l'éducation sous l'autorité du ministre polynésien de l'Éducation, impliquant notamment la mise à disposition du Pays des corps d'inspection du second degré. Plus de douze ans après ces recommandations, cette question de gouvernance demeure sans réponse pleinement satisfaisante.

À l'approche du renouvellement de la convention décennale sur l'éducation entre l'État et la Polynésie française, cette situation appelle une clarification des responsabilités respectives de l'État et du Pays.

Vous engagez-vous à mettre en œuvre les recommandations de la Chambre territoriale des comptes en plaçant les inspecteurs pédagogiques du second degré sous l'autorité fonctionnelle du ministre polynésien de l'Éducation, dans le respect des compétences statutaires de la Polynésie française, tout en préservant les garanties statutaires des personnels et les prérogatives de l'État en matière de diplômes nationaux ?

Dans l'affirmative, vous engagez-vous à inscrire cette évolution dans la prochaine convention décennale sur l'éducation, et selon quel calendrier ?

12. Documents d'identité

› Seriez-vous favorable à l'étude d'une évolution des mentions figurant sur les documents d'identité, afin de faire apparaître la Polynésie française et, selon des modalités juridiquement appropriées et facultatives, l'île d'origine des personnes concernées?



THÈME 2 : Essais nucléaires

13. Conséquences des essais nucléaires

› Considérez-vous que l'État a pleinement assumé les conséquences sanitaires, environnementales, sociales et économiques des 193 essais nucléaires réalisés en Polynésie française? Quelles mesures prendrez-vous concernant l'indemnisation des victimes, l'accès aux archives et aux données scientifiques ainsi que la surveillance et la sécurisation de Moruroa et Fangataufa?

14. Réparation collective des conséquences du nucléaire

› Seriez-vous favorable à la création ou au renforcement d'un mécanisme pérenne de financement de projets de réparation sanitaire, environnementale et socio-économique collectifs liés aux essais nucléaires, distinct de l'indemnisation individuelle des victimes? Selon quelle gouvernance et quels critères de financement?

15. Avenir de Moruroa et Fangataufa

› Quel avenir envisagez-vous pour les atolls de Moruroa et Fangataufa? Seriez-vous favorable à leur rétrocession à la Polynésie française et, le cas échéant, selon quelles modalités de surveillance, de dépollution et de responsabilité financière?

16. Mémoire des essais nucléaires

› De quelle manière entendez-vous contribuer à la construction d'une mémoire commune autour du fait nucléaire et à renforcer sa transmission et son enseignement auprès des générations futures?

17. Reconnaissance et pardon

› Seriez-vous favorable à la formulation, au nom de l'État français, d'une demande officielle de pardon au peuple polynésien pour les conséquences des 193 essais nucléaires réalisés en Polynésie française?



THÈME 3 : Sécurité, défense, environnement et relations régionales

18. Sécurité, justice et lutte contre les trafics

› Quels moyens humains, techniques et budgétaires supplémentaires consacrerez-vous en Polynésie française à la justice, à la police, à la gendarmerie et à la douane, notamment pour lutter contre les réseaux criminels et les trafics internationaux de stupéfiants?

19. Lutte contre l'ICE et sanctions pénales

› En complément des moyens de prévention et de lutte contre les trafics, êtes-vous favorable à une évolution des sanctions pénales applicables au trafic de méthamphétamine (ICE), notamment à un éventuel dispositif de peines plancher? Quelles garanties et mesures d'accompagnement prévoiriez-vous?

20. Stratégie française dans le Pacifique

› Quelle place accorderez-vous à la Polynésie française dans la stratégie française pour l'Indo-Pacifique? Comment associerez-vous ses autorités aux décisions de défense et de sécurité ayant un impact direct sur le Pays?

21. Représentation internationale et négociation régionale

› Soutiendrez-vous une évolution du cadre juridique permettant à la Polynésie française d'accroître sa représentation et sa capacité de négociation, dans ses domaines de compétence, auprès des organisations régionales et internationales, notamment des institutions de financement du développement, lorsque leurs règles l'autorisent?

22. Ressources marines et contribution maritime

› Quelles contreparties institutionnelles, économiques, scientifiques et sécuritaires la contribution maritime de la Polynésie française à la France devrait-elle entraîner, notamment pour la gestion et la surveillance des ressources de sa zone économique exclusive?

23. Climat, océan et infrastructures stratégiques

› Quels engagements spécifiques prendrez-vous pour l'adaptation des îles polynésiennes à la montée du niveau de la mer, à l'acidification de l'océan et aux événements climatiques extrêmes? Considérez-vous également les liaisons aériennes, maritimes et numériques, notamment les câbles sous-marins, comme des infrastructures stratégiques devant bénéficier d'un soutien national?



THÈME 4 : Égalité réelle, continuité territoriale et développement

24. Continuité territoriale

› Quels engagements prenez-vous en matière de continuité territoriale, notamment pour les déplacements des personnes, l'accès aux services publics nationaux et les évacuations sanitaires?

25. Continuité territoriale intérieure

› Quels engagements envisagez-vous afin de renforcer la participation de l'État à la prise en charge des conséquences de la double insularité en Polynésie française, notamment en matière de transport de personnes et de fret interinsulaire? Alors que l'État consacre chaque année plusieurs centaines de millions d'euros à la continuité territoriale de la Corse, notamment pour financer ses dessertes aériennes et maritimes, la Polynésie française assume l'essentiel du financement de ses liaisons aériennes interinsulaires, pourtant indispensables à la cohésion de ses 118 îles.

Vous engagez-vous à créer une dotation nationale de continuité territoriale intérieure pour la Polynésie française, permettant à l'État de cofinancer durablement les délégations de service public aériennes interinsulaires, selon des modalités négociées avec le Pays et sans remise en cause de ses compétences statutaires ?

26. Lutte contre la vie chère

› Quels engagements entendez-vous prendre pour lutter contre la vie chère en Polynésie française, notamment en matière de prise en charge du fret maritime et de développement de nouvelles coopérations commerciales avec les pays du Pacifique?

27. Souveraineté alimentaire et énergétique

› Quels partenariats, instruments de financement ou adaptations réglementaires l'État pourrait-il soutenir, dans le respect des compétences de la Polynésie française, pour renforcer sa production alimentaire locale, développer les énergies renouvelables adaptées aux archipels et réduire sa dépendance aux importations?

28. Protection de l'emploi local

› Seriez-vous favorable à l'examen d'évolutions juridiques permettant de renforcer les dispositifs de protection de l'emploi local en Polynésie française, notamment dans les secteurs où une telle mesure serait justifiée, tout en respectant les garanties fondamentales et les compétences respectives de l'État et du Pays?

29. Retour des fonctionnaires polynésiens

› Quelles mesures envisagez-vous afin de faciliter le retour en Polynésie française des fonctionnaires polynésiens à l'issue de leur réussite aux concours de la fonction publique?

30. Égalité des chances

› Quelles mesures envisagez-vous afin de garantir une réelle égalité des chances entre les Polynésiens et les citoyens résidant dans l'Hexagone, notamment en matière d'accueil et d'accompagnement des étudiants polynésiens dans l'Hexagone, d'adaptation des concours aux réalités ultramarines, d'accès effectif aux soins sans avance de frais et d'accompagnement à la mobilité?

31. Égalité et dignité des retraités de l'État

› Quels engagements entendez-vous prendre afin de garantir aux fonctionnaires de l'État polynésiens des conditions de départ à la retraite justes et dignes? Envisagez-vous notamment de maintenir le dispositif de la CVR, de revoir les modalités de contrôle de l'ITR, de réexaminer les modalités actuelles de calcul de la pension civile et de faire évoluer les accords de coordination relatifs aux droits sociaux des anciens militaires?



THÈME 5 : Santé et protection des personnes

32. Évacuations sanitaires (EVASAN)

› Êtes-vous favorable à une participation de l'État au financement des évacuations sanitaires d'urgence , qui relèvent de la sécurité civile, donc compétence d'Etat, aujourd'hui prises en charge intégralement par la Polynésie?

33. Prise en charge des molécules onéreuses

› Envisagez-vous une participation de l'État au financement des molécules onéreuses, notamment celles nécessaires au traitement des cancers en Polynésie française, afin de garantir un égal accès aux traitements sur l'ensemble du territoire national?

34. Création d'un CHU en Polynésie française

› Êtes-vous favorable à la création d'un centre hospitalier universitaire (CHU) en Polynésie française afin de renforcer la formation des professionnels de santé sur le territoire, de l'adapter aux réalités polynésiennes et de contribuer à répondre durablement à la pénurie de personnels médicaux?

35. Lutte contre les violences sexistes et sexuelles

› Quels engagements envisagez-vous afin de renforcer la participation de l'État à la prévention et à la lutte contre les violences sexistes et sexuelles en Polynésie française, ainsi qu'à l'accueil, la protection et l'accompagnement des victimes?

36. Protection de l'enfance

› Envisagez-vous de renforcer et d'adapter l'offre de formation destinée aux professionnels de la protection de l'enfance en Polynésie française, afin de permettre leur formation sur le territoire et de mieux prendre en compte les réalités locales?



THÈME 6 : Communes, foncier, patrimoine et technologies

37. Participation de l'État au Fonds intercommunal de péréquation

› Vous engagez-vous à augmenter d'au moins 10 % la contribution financière annuelle de l'État au Fonds intercommunal de péréquation (FIP) de la Polynésie française, par rapport à une année de référence que vous préciserez? Selon quel calendrier?

38. Financement des équipements communaux et des archipels

› Vous engagez-vous à réexaminer et à revaloriser les concours financiers de l'État destinés aux investissements communaux, notamment au titre du 3IF, en tenant compte de l'évolution des coûts de construction, de l'éloignement et des contraintes propres aux archipels? Selon quelles modalités et à quelle échéance?

39. Pleine compétence foncière et protection des terres

› Pris sur le fondement de l'article 74 de la Constitution, qui prévoit que "des mesures justifiées par les nécessités locales peuvent être prises par la collectivité en faveur de sa population, en matière (...) de protection du patrimoine foncier", l'article 19 du statut d'autonomie en assure la mise en oeuvre par deux moyens: la déclaration préalable des transferts et le droit de préemption. L'ensemble de ces dispositions apparaît cependant inadapté aux enjeux économiques, géographiques, sociaux, sociétaux, historiques, culturels et patrimoniaux de la Polynésie française. Aussi, êtes-vous favorable à une évolution statutaire, voire constitutionnelle, qui permettrait à la Polynésie française de définir des conditions d'accès à la propriété immobilière, notamment fondées sur la durée de résidence, dans un cadre juridiquement sécurisé? Selon quel calendrier?

40. Restitution des restes humains polynésiens

› Êtes-vous favorable à la restitution à la Polynésie française des restes humains polynésiens aujourd'hui conservés dans les collections des musées nationaux? Le cas échéant, selon quelles conditions et modalités?

41. Intelligence artificielle et partage de la prospérité

› L'intelligence artificielle pourrait permettre de produire davantage de richesses avec moins de travail humain. Comment comptez-vous faire pour que les gains de productivité profitent à l'ensemble des citoyens plutôt qu'aux seuls détenteurs des technologies et du capital? Comment éviterez-vous un accroissement des inégalités entre l'Hexagone et les collectivités ultramarines, notamment en matière d'éducation, d'accès aux technologies, de langues et de souveraineté numérique?

QUESTION CONCLUSIVE

42. Trois décisions prioritaires

› Si vous êtes élu ou élue à la présidence de la République, quelles sont les trois décisions concernant la Polynésie française que vous vous engagez à prendre au cours des deux premières années de votre mandat? Pour chacune, merci d'indiquer le calendrier, le véhicule juridique et, lorsqu'il y a lieu, le financement prévu.

Publication des réponses

Les réponses reçues seront publiées dans leur intégralité, sous réserve des seules corrections de forme expressément validées par le candidat ou la candidate.